Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 26 (1989)
Heft: 955

Rubrik: L'avis des lecteurs

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

SUISSE SANS ARMÉE

Le cœur et la raison

(*jd*) Au soir du 3 juin, les dirigeants socialistes ne cachaient pas leur satisfaction d'avoir pu éviter le pire: en choisissant la liberté de vote face à l'initiative pour une Suisse sans armée, la majorité des délégués avait préservé l'Unité du parti tout en exprimant le désaccord socialiste à l'égard de la conception officielle de la défense nationale.

On peut certes parer au plus pressé et se contenter de peu. Pourtant l'analyse des arguments exprimés en faveur de l'initiative et la tactique suivie donnent peu de motifs de se réjouir. Le dernier congrès socialiste offre plutôt l'image d'un parti déboussolé, plus prompt à réagir contre les positions bourgeoises qu'à élaborer un projet propre, fasciné par des objectifs respectables mais incapable de concevoir le cheminement concret qui peut y conduire. Bref, un parti dépolitisé, si tant est que la politique est l'action de médiatisation des valeurs, l'ancrage des buts dans le quotidien en cherchant le soutien du plus grand nombre. Tout le contraire du principe de plaisir. Or les socialistes, le 3 juin, ont décidé de se faire plaisir sans trop penser au résultat.

Lors de ce congrès il a beaucoup été question d'utopie, de courage et de cœur. Ces qualités sont des conditions nécessaires à l'action politique, mais elles ne l'épuisent pas. L'espoir d'un monde pacifié et juste n'habite pas les seuls partisans d'une Suisse sans armée. A partir de ce sentiment largement partagé, il y a matière à politiser; déjà une majorité de Suisses est favorable à une réduction des dépenses militaires et le scepticisme croît face à la technicisation de l'armée.

En refusant pour des raisons tactiques de prendre position sur l'initiative tout en l'approuvant de fait, les socialistes galvaudent cette majorité potentielle de changement. Incapables de proposer au peuple un projet cohérent de politique de sécurité, croient-ils obtenir plus de succès en appuyant ou en ne condamnant pas cette proposition jusqu'au-boutiste et naïve tout à la fois?

Le refus de l'initiative ne signifie pas obligatoirement un blanc-seing à la conception actuelle de l'armée. Pour défendre cette position, il aurait fallu articuler un discours réfléchi sur une alternative crédible. A défaut de pouvoir présenter une telle alternative — une situation qui en dit long sur la faiblesse de la réflexion socialiste en matière de sécurité — la majorité des délégués ont laissé parler leur cœur, dans un incroyable méli-mélo argumentatif où se côtoyaient l'arrogance de l'état-major, la misère du tiers monde — mais pas les dépenses militaires de ce même tiers monde — la protection de l'environnement et le sort des rentiers.

L'établissement d'un monde plus juste comme l'élimination des conflits ne résulteront pas d'un coup de cœur. En politique, seul paie le travail patient et seules perdurent les solutions qui prennent en compte les intérêts des individus, des groupes sociaux et des Etats. Le reste est vœu pie et feu de paille. ■

L'avis des lecteurs

(*réd*) L'initiative «Pour une Suisse sans armée et pour une politique globale de la paix» et les articles que nous y avons consacrés nous ont valu plusieurs lettres de lecteurs, que nous avons gardées afin de les publier ensemble. Ce que nous faisons aujourd'hui.

Espoir déçu

«Lorsque mes deux garçons auront 20 ans, ils auront le choix entre l'armée et le service civil», c'est ce qu'avait pensé à la naissance de ses fils la femme qui marchait à mes côtés lors de la manifestation genevoise organisée par le comité de soutien en début d'année. «Ils ont 20 ans maintenant, ils n'ont pas eu le choix...»

Le monde militaire a l'air d'être devenu l'armature de la Suisse. Sinon comment expliquer que notre pays n'ait pas encore résolu le problème de la création d'un service civil? Cet état de fait n'est plus supportable.

Voilà déjà une raison de voter oui: la majorité politique nous promène depuis trop longtemps, il faut lui faire peur. Femmes de Suisse, votez oui!

L'initiative a peu de chance d'obtenir la double majorité nécessaire, c'est vrai! Mais combien de fois nous avez-vous enseigné que les initiatives, mêmes rejetées, sont un facteur d'évolution? Deuxième raison pour ne pas s'apesantir sur les probables défauts de l'initiative et son échec trop certain.

Dans l'Europe actuelle, l'institution de l'armée est anachronique; elle est autoproductrice de mort et de conflits. Les valeurs qui pourraient y être enseignées le sont dans un esprit qui les déforme: dépassement de soi, discipline, don de sa vie, entraînement sportif, connaissance du pays, apprentissage de la survie.

La paix peut et doit être maintenue par d'autres moyens. Le monde a profondément changé... et l'armée suisse ne change que dans le fait qu'elle coûte toujours plus cher et qu'elle devient de plus en plus le lieu d'un gaspillage éhonté (premier choc de toute recrue!). Les conflits actuels dans le reste du monde montrent dans toute son horreur l'escalade inutile de la guerre «moderne». Autre raison pour soutenir l'initiative pour une politique globale de paix!

Je rêve d'une Suisse où mes petits-enfants (filles et garçons) suivraient à 20 ans 4 mois d'école de non-violence, de résolution des conflits par la négociation, de connaissance de soi (le «cœur conscient» de Bettelheim), de maintien de la santé physique et morale et d'entraide aux plus faibles et aux plus âgés... Ils suivraient ces cours dans des régions diverses du pays, vivraient collectivement, chacun devant apprendre à convaincre et à organiser alternativement. Chaque année, cet apprentissage et cette entraide se répéteraient brièvement.

(Soit dit entre nous, des hommes et des femmes entraînés de cette façon n'auraient pas de peine à apprendre le maniement d'armes s'il le fallait absolu-

ment, trop de terribles exemples en sont témoin. Cela pour ceux qui croient encore que c'est la mob qui a sauvé la Suisse en 39-45.)
Une réflexion profonde sur la raison d'être de l'armée aujourd'hui doit donc être entreprise. Voilà pourquoi aussi je me réjouis de voter oui le 26 novembre prochain.
L'armée n'a pas été la préoccupation centrale de nos ancêtres, la volonté d'être jugés par leurs pairs a un poids au moins aussi grand que la défense armée dans le pacte de 1291!
L'économie aura 10 ans pour trouver un autre moyen de choisir ses cadres; l'industrie d'armement se reconvertira enfin selon les propositions bien connues des ingénieurs syndicalistes anglais, qui ont démontré il y a belle lurette que la production d'articles utiles socialement est aussi une source de bénéfices.
Et les socialistes pourront vivre ce qu'ils proclament.

Erika Sutter-Pleines
Députée «marginale exaltée momentanément», membre des Femmes pour la paix

Pas d'autre choix

J'ai lu avec intérêt vos deux derniers articles (DP 948 et 949) sur l'initiative «Pour une Suisse sans armée».
Entre les inconditionnels du oui et ceux du non, beaucoup de gens ne contestent nullement la défense nationale dans son principe, mais voudraient qu'elle soit gérée d'une manière plus rationnelle et aussi plus transparente que jusqu'à maintenant. Il s'agit à la fois, comme vous le relevez, de revoir les fondements de notre politique de sécurité et de mettre un frein, sinon un terme, à de fâcheux gaspillages des deniers publics en matière d'armements.
Contrairement à vous, je pense que, pour manifester son désaccord avec le système actuel, le simple citoyen n'a pas d'autre ressource que de voter oui à l'initiative. Il ne sera en effet pas possible de déposer dans l'urne le «non argumenté» que vous souhaitez, pas plus d'ailleurs qu'un «oui, mais». A l'issue du scrutin, les chiffres bruts pèseront plus lourd que les motivations des votants.
Certes, l'initiative en question n'a pratiquement aucune chance de recueillir la double majorité du peuple et des cantons. Si toutefois elle fait un score suffisamment élevé, on peut espérer que les responsables de notre politique militaire y verront l'expression d'une volonté de changement dont ils devront tenir compte à l'avenir.
Pour l'instant, il faut bien se contenter de cet espoir, puisque le peuple suisse a malheureusement refusé en 1987 le référendum qu'on lui proposait.

P. Giovannoni
Lutry

L'occasion d'un dialogue

Je ne suis pas d'accord avec votre éditorial récent sur «La Suisse sans armée».
Bien qu'effectivement il y ait des personnes qui tombent, des deux côtés, dans un dialogue de sourds, l'initiative permet un excellent dialogue sur le sens d'une armée en Suisse et permettra encore des débats intéressants au sein du parti socialiste et ailleurs. Etant moi-même partisan de cette initiative, je suis heureusement surpris des premiers résultats connus des sections socialistes en Suisse romande: au Jura, 54 pour l'initiative, 2 contre. A Genève, 95 pour l'initiative, 12 contre. A Bulle, 26 pour la liberté de vote, 6 contre.
La prise de position de Christian Grobet (celle de Jean Ziegler étant connue depuis longtemps) me paraît aussi courageuse. Comme celle du parti socialiste neuchâtelois, qui a victorieusement et joyeusement appuyé la candidature d'un objecteur de conscience au Conseil d'Etat. Dans ce dernier cas, certes, il ne s'agit pas évidemment de notre initiative, mais c'est un signe aussi que ceux qui en Suisse appuieront l'initiative, ne seront pas nécessairement traités de mauvais citoyens, antipatriotes, etc, ni infidèles au programme du parti socialiste.
Certes, je sais que dans les oui des partisans de l'initiative, il y a aussi certains qui votent tactiquement, pour ensuite continuer à lutter pour une armée moins sectaire, moins dépensière, moins hiérarchique, etc (ce qui rejoint aussi le programme socialiste).
N'empêche, cette initiative permet aussi un vrai débat pour le futur. Elle est un jalon vers une société moins militarisée et plus pacifiste. C'est aussi une chance en Suisse, grâce au droit constitutionnel d'initiative, que l'on puisse poser parfois des questions fondamentales au peuple, même sur des sujets qui paraissaient «tabous» ou faisant l'objet d'un consensus populaire quasi absolu (...).

Bernard Bavaud
Fribourg

ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE

Réflexions radicales

(*jd*) Comment conjuguer la protection de l'environnement et l'économie de marché? C'est à cette question qu'ont tenté de répondre les commissions de l'environnement et de l'économie du Parti radical suisse lors d'une récente réunion commune de travail.
Les radicaux disposent d'un *Manifeste pour la protection de l'environnement* qui met l'accent sur la nécessité d'adopter des mesures conformes à l'économie de marché, en clair susceptibles d'intégrer les coûts et les avantages de la protection de l'environnement dans les mécanismes de formation des prix des biens. Mais des principes à leur concrétisation, la route est longue. On a pu s'en rendre compte au cours de cette réunion.
A l'examen, les différentes mesures présentées dans une publication de la Société pour le développement de l'économie suisse (DP 950) n'ont pas trouvé grâce aux yeux des experts radicaux. Par contre, l'accord s'est fait pour introduire, comme en Allemagne fédérale, une marque distinctive pour les produits favorables à l'environnement. La Genevoise Anne Petitpierre a rappelé à ses collègues radicaux que cette marque ne constitue pas à proprement parler une mesure de type économique; une protection de l'environnement conforme au marché ne peut éviter des mesures qui impliquent un coût pour les producteurs.
(*Neue Zürcher Zeitung*, 29 mai 1989).